



**GLOBAL
INITIATIVE**

AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME



CRIMINELS OU JUSTICIERS ?

Les Kuluna, gangs de République
démocratique du Congo

Marc-André Lagrange et Thierry Vircoulon

MAI 2021

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit d'avoir financé cette recherche ainsi que nos conseillers locaux, Dasol, Bantu Lukambo, Viko et Fab, qui nous ont permis de nous rapprocher des gangs de Kinshasa et nous ont fourni des informations précieuses sur leurs activités et leur mode de vie. Enfin, un grand merci également à Véronique Moufflet pour ses photographies et au professeur Sara Liwerant de l'Université de Kinshasa pour son travail précurseur sur les Kuluna.

À PROPOS DES AUTEURS

Marc-André Lagrange est un chercheur expérimenté, spécialisé dans les enjeux liés aux conflits et à la sécurité et les questions humanitaires en Afrique centrale. Il a notamment travaillé pour l'International Crisis Group en tant qu'analyste principal et passé plusieurs années en République démocratique du Congo, où il a occupé plusieurs fonctions. Il collabore fréquemment avec l'Institut français des affaires internationales.

Thierry Vircoulon coordonne l'Observatoire de l'Afrique centrale et australe de l'Institut français des affaires internationales. Il a travaillé pour le ministère français des Affaires étrangères, la Commission européenne, l'International Crisis Group et l'Institut d'études politiques de Paris. Il a beaucoup écrit sur les questions de sécurité, de gouvernance et de développement en République démocratique du Congo.

© Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 2021.
Tous droits réservés.

Aucune partie de la présente publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit sans l'autorisation écrite de la Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

Couverture : Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo.
© *Images of Africa Photobank/Alamy*

Veuillez adresser vos demandes à :
Global Initiative Against Transnational Organized Crime
Avenue de France 23
Genève, CH-1202
Suisse

www.globalinitiative.net

SOMMAIRE

Résumé	i
Introduction	1
Les gangs de jeunes de Kinshasa	3
Partenariats criminels	7
Des mercenaires politiques.....	7
Complices.....	9
Réponses politiques	10
Une détention en masse	10
Opération Iron Fist	11
Conclusion	14
Recommandations	15
Notes	16

RÉSUMÉ

La progression de l'insécurité dans la capitale de la République démocratique du Congo (RDC) est souvent attribuée aux gangs de jeunes urbains, les « Kuluna ». Dans les quartiers de Kinshasa, ils collaborent avec les partis politiques locaux et les forces de l'ordre,

compromettant la sécurité de la ville. Ce document analyse la montée en puissance des Kuluna d'un point de vue historique et sociologique ainsi que les mesures de sécurité mises en place par l'État pour y faire face.

Points clés

- Depuis début 2020, Kinshasa connaît une recrudescence d'activité du côté des Kuluna, qui se traduit par une augmentation du nombre de crimes graves comme les vols à main armée et les agressions violentes.
- Le phénomène, d'abord cantonné à la capitale, touche maintenant également de plus en plus les petites villes.
- La gestion politique de la situation, caractérisée jusqu'ici par une violente répression policière à l'égard des groupes concernés, s'est soldée par un échec et des conséquences nuisibles.
- Il est désormais nécessaire de développer une approche sociale axée sur des stratégies de prévention et une réponse judiciaire forte.
- Le problème des gangs semble indiquer que la gouvernance de la sécurité urbaine sera l'un des principaux défis de la RDC dans les années à venir.



INTRODUCTION

Depuis l'arrivée au pouvoir de Félix Tshisekedi, président de la RDC, en 2019, la montée de l'insécurité dans la capitale, Kinshasa, est signalée quotidiennement et les gangs de jeunes urbains, connus sous le nom de « Kuluna », sont montrés du doigt. Le phénomène n'est pourtant pas nouveau : les gangs en général sont apparus au début du XXI^e siècle et leurs origines remontent presque aussi loin que celles de la ville elle-même.

Peu connus en dehors de la RDC, ces gangs, au départ associés uniquement à Kinshasa, ont maintenant étendu leurs activités à d'autres villes, traversant même le fleuve Congo. Résultat des courses : progression de l'insécurité et réaction brutale de la police à Brazzaville, capitale de la République du Congo voisine.

Kinshasa, capitale de la RDC, a connu une recrudescence d'activités criminelles au cours des deux dernières années.

© Desirey Minkoh/AFP via Getty Images

Kuluna

Du verbe *kolona* en lingala, qui signifie « planter », « cultiver ». Dérivé du mot français « colonisateur », « Kuluna » a également pour origine le terme militaire « colonne », qui désigne une formation des troupes en ordre serré qui s'oppose à la ligne. Employé pour la première fois dans les années 1990, pour désigner les jeunes issus de milieux urbains du sud-ouest de la RDC entrant illégalement en Angola par le nord à la recherche de diamants, ce terme est devenu un moyen générique de parler des criminels depuis 2000. Aujourd'hui, il est utilisé dans des expressions spécifiques pour identifier certaines catégories de criminels. Par exemple, *Kuluna en col blanc* et *Kuluna en cravate* désignent les criminels d'affaires, *Kuluna en uniforme* les policiers et militaires pratiquant l'extorsion.¹

Bien que tristement célèbres, les Kuluna n'ont été que rarement étudiés. La plupart des informations les concernant proviennent des médias congolais, qui se concentrent sur la violence perpétrée par leurs membres et le mécontentement des communautés vis-à-vis de la criminalité urbaine et des réactions policières. En raison de cette perspective spécifique, la presse ne donne que peu d'indications sur les gangs ou leur mode de vie.

Cet article a pour but d'y remédier en dressant un portrait historique et sociologique des Kuluna qui viendra compléter le nombre croissant d'études sur les gangs de rue sévissant dans d'autres pays d'Afrique. Les recherches à l'origine de cette publication sont le fruit d'une étude documentaire approfondie et d'entretiens avec plusieurs parties prenantes (hommes politiques, universitaires, journalistes, prêtres, etc.). Parmi les sondés, certains ont eu affaire aux gangs, directement ou indirectement, là où d'autres font ou ont fait eux-mêmes partie d'une bande de malfaiteurs. Ces derniers ont fourni des informations inestimables sur les activités quotidiennes, le mode de vie et les perspectives de ces groupes.

Les Kuluna ont noué des partenariats criminels avec des membres de la police et divers partis politiques – une réalité à laquelle le gouvernement cherche à mettre un terme au moyen de réponses politiques violentes. Cet article soutient que la violence en question, sanctionnée par l'État, est demeurée stérile jusqu'à présent, exception faite des conséquences graves et contre-productives qu'elle a entraînées. Son contenu laisse par ailleurs entendre qu'il existerait une fenêtre d'opportunité pour une stratégie à mi-chemin entre répression et prévention.

Des réponses policières violentes, principale approche du gouvernement pour faire face aux activités des gangs en RDC. © Lionel Healing/AFP via Getty Images





LES GANGS DE JEUNES DE KINSHASA

Impossible de comprendre les Kuluna sans une certaine connaissance de leur environnement et leur contexte. Fondée au XIXe siècle, Kinshasa était au départ un petit avant-poste colonial, avant de connaître une croissance urbaine rapide dans les années 1950. Aujourd'hui, avec sa population de 12 millions d'habitants qui ne cesse d'augmenter, il s'agit de la plus grande ville d'Afrique centrale. L'urbanisation s'est avérée ingérable, et la majorité des Kinois ont moins de 25 ans. D'un point de vue administratif, Kinshasa est à la fois une ville et une province. Par conséquent, elle est dirigée par un gouverneur et dispose d'une assemblée provinciale.

Les gangs de jeunes ont fait leur apparition dans les rues de la ville dans les années 1950. Connus sous le nom de Bills ou Yankees, ils ont introduit la violence juvénile dans les townships de Kinshasa. Plus tard, parallèlement au déclin politique et économique provoqué par le régime de l'ancien président Mobutu Sese Seko dans les années 1990, de jeunes chômeurs originaires des campagnes congolaises, venus en ville pour trouver du travail, ont accaparé les milieux urbains. Alors même que le pays sombrait dans une crise économique sans précédent, ils ont envahi les rues pour tenter de survivre par tous les moyens.²

Les Kuluna sont apparus comme un phénomène social vers l'an 2000, dans un contexte d'effondrement de l'État et de l'ordre public.³ Pendant cette période où régnaient l'anarchie et la guerre civile, ils sévissaient dans les rues des quartiers les plus pauvres de Kinshasa, comme Yolo, Limete, Matete et Makala. Depuis lors, malgré plusieurs mesures de répression organisées par la police à leur encontre, leur influence s'est étendue au reste de la ville mais aussi, comme évoqué plus haut, à d'autres villes.

Les combats de gangs représentent en grande partie le mode de vie des Kuluna.

© Junior D. Kannah/AFP via Getty Images



Les gangs de jeunes ont fait leur apparition dans les rues de Kinshasa dans les années 1950, époque où la ville a connu une accélération spectaculaire de sa croissance urbaine. © Michel Huet/Gamma-Rapho via Getty Images

Des banlieues de Kinshasa où la police n'osait pas s'aventurer, les gangs ont progressivement investi les quartiers centraux ainsi que les camps militaires et policiers, recrutant même leurs membres parmi les enfants d'officiers. « Vous savez, ici, les enfants de la PNC [Police nationale congolaise] sont tous des Kuluna », a déclaré un habitant de Lingwala, commune de Kinshasa.⁴ Aujourd'hui, à l'exception de Gombe au centre-ville où se trouvent les ministères et les ambassades, les gangs Kuluna sont présents partout dans la capitale – en plus grand nombre cependant dans les secteurs pauvres/bidonvilles (Lingwala, Barumbu...) et dans les quartiers centraux défavorisés comme Kasa Vubu, Ngiri Ngiri, Kalamu, Bumbu, Makala et Limete. On les retrouve également dans les camps militaires tels que ceux de Muganga, N'Djili, Kimbanseke, Masina et Ceta.

Dans le cadre de leurs opérations, ils ont tendance à défendre leur territoire. Un quartier, s'il en fait partie, leur « appartient » – ils agressent les étrangers qui le traversent mais ne s'en prennent pas à ceux qui y vivent. Plusieurs gangs peuvent cohabiter dans un même quartier, un système de gouvernance permettant d'établir une hiérarchie basée sur leur réputation et la violence dont ils font preuve – les groupes les plus connus, quant à eux, « parrainent » ceux qui se sont formés plus récemment. En outre, chaque quartier compte un certain nombre de petits gangs Kuluna inconnus ; seuls ceux établis depuis un certain temps se sont fait un nom et sont en mesure de contrôler un territoire (voir Figure 1).

Toute personne souhaitant rejoindre les rangs d'un gang Kuluna doit prouver sa force et ses aptitudes au combat.⁵ Mis à l'épreuve pendant un temps, les candidats sont victimes de violences que leur imposent les anciens⁶ et doivent rendre des services à l'organisation (approvisionnement en alcool, en drogues, etc.). Pour gagner le respect d'un chef de gang et une place dans son entourage, il leur faut attaquer et blesser les membres de gangs rivaux. « Je voulais être fort et respecté, c'est pourquoi je suis devenu Kuluna. Comme j'étais bon au combat, je suis parvenu à intégrer [le gang] », a expliqué un membre d'un de ces groupes.⁷

Les combats de gangs constituent un élément essentiel du mode de vie des Kuluna, presque aussi important que leurs activités criminelles : s'assurer le respect des autres bandes est pour eux capital. À la tombée de la nuit, les rues des bidonvilles de Kinshasa deviennent ainsi le théâtre de violents affrontements entre jeunes malfaiteurs. Les gangs forment également des alliances, souvent très fluctuantes (à leur image donc).

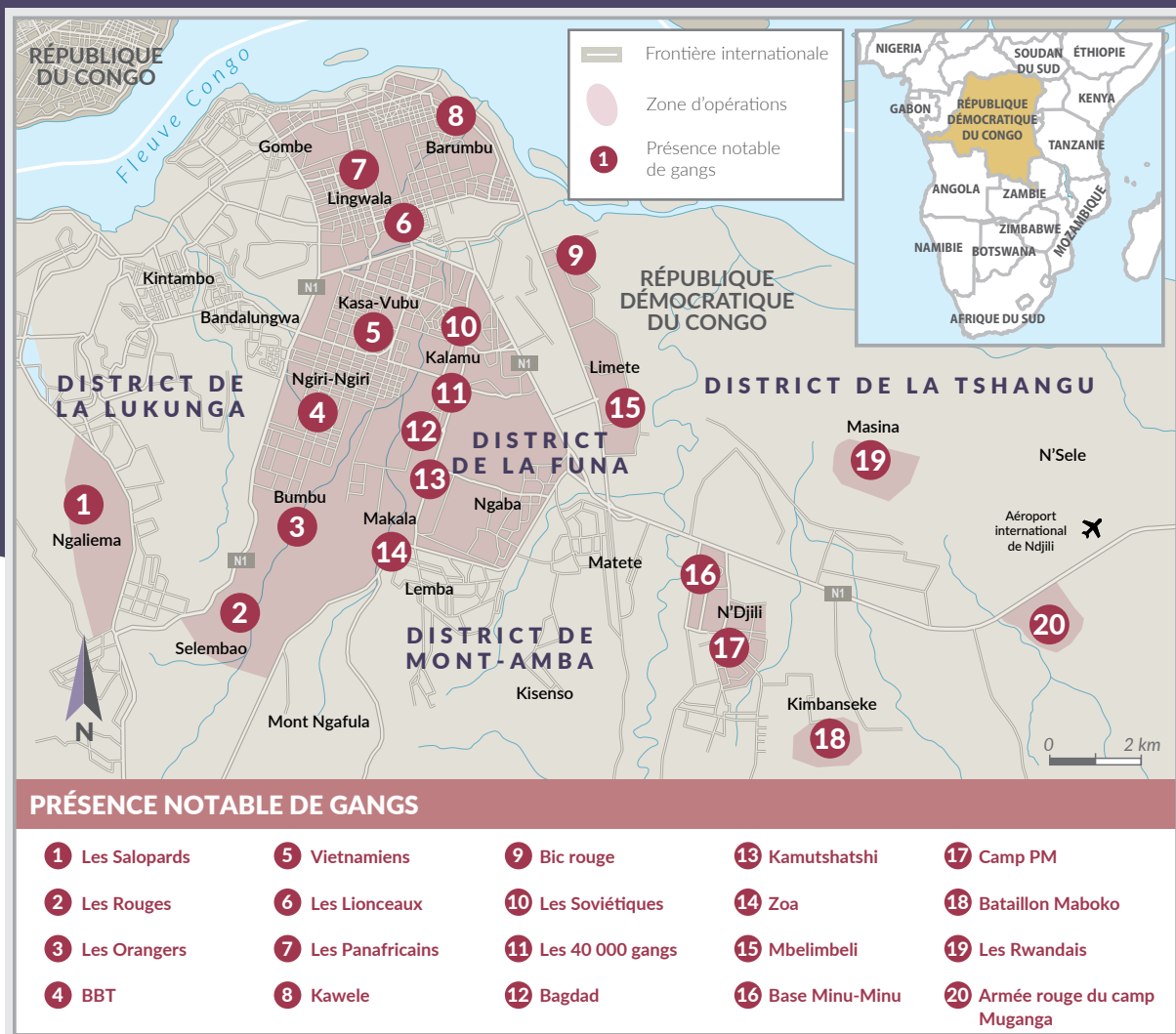


FIGURE 1 Une liste non exhaustive des principaux Kuluna de Kinshasa.

Les raisons de rejoindre un gang varient, la plus courante étant cependant une envie de prendre sa revanche sur la société. La plupart des Kuluna interrogés ont déclaré avoir intégré un de ces groupes suite à un vol ou une agression. Selon l'un d'entre eux, les Kuluna d'un autre quartier ont attaqué sa mère pendant qu'elle vendait du pain. « Pour leur rendre la pareille, je suis devenu un Kuluna moi aussi », a-t-il confié.⁸

Les jeunes dont nous avons recueilli les témoignages ont expliqué qu'ils ont choisi de rejoindre les Kuluna pour punir les criminels et les délinquants et se protéger, ainsi que leurs proches – un désir de vengeance né de l'absence perçue de justice et de châtement.⁹ Paradoxalement, l'autodéfense et le sens de la justice jouent un rôle dans leur décision de faire partie d'un gang. Bien que Kinshasa affiche des taux de pauvreté particulièrement élevés,¹⁰ ce n'est pas à ce facteur que les répondants ont attribué leur enrôlement, mais plutôt à la colère, à l'injustice et à la frustration. Devenir un Kuluna donne donc à de nombreux jeunes hommes un sentiment de sécurité et de justice que les autorités congolaises sont incapables de leur apporter, selon eux. Autre facteur décisif : la fierté d'appartenir à un gang Kuluna. Faire partie d'un gang bien classé dans la hiérarchie des Kuluna peut être considéré comme un signe de réussite personnelle et conférer un certain statut social dans le bidonville concerné.¹¹



Le rappeur Papy Mbavu, dont la chanson à succès « Kotazo » appelait à la paix lors des violents affrontements causés par les élections de 2006.

Lorsque des locaux sont tourmentés par les Kuluna d'un autre secteur, ils ont la possibilité de se tourner vers les gangs de leur propre quartier pour assouvir leur vengeance et exercer des représailles.¹² S'ils sont perçus comme une menace urbaine, les gangs contribuent donc dans le même temps à la sécurité des habitants, en un sens, s'élevant en justiciers dans des contextes où la police est peu présente, voire absente. Ils comblent un vide sécuritaire au niveau local, n'usant de violence qu'en dehors de leur territoire.¹³ Parfois, les Kuluna sont soutenus par des policiers – souvent d'anciens membres de gangs qui ont ensuite rejoint la police.¹⁴

De plus, contrairement aux enfants des rues, qu'on appelle Sheguey, les Kuluna sont bien intégrés dans leur environnement social urbain. Toutes les personnes interrogées vivaient avec leur famille et avaient un emploi, à un moment ou à un autre. Ces gangs et leurs membres font partie de l'économie informelle et ne sont pas considérés comme des parias de la société.

L'environnement culturel des Kuluna est ancré dans la scène musicale rap. Inspiré du *gangsta rap* américain,¹⁵ le rap congolais « hardcore » est devenu leur signe distinctif. Parmi les rappeurs jouissant d'une certaine renommée à l'échelle locale, les plus connus sont les Salopards, un collectif composé d'anciens membres de gangs tirant son nom d'une bande Kuluna, et Papy Mbavu.¹⁶

La musique Kuluna a pour thèmes la violence, le sexe et la virilité. Très similaire au mouvement punk des années 1970, elle cultive la provocation et la transgression morale. Ses interprètes sont harcelés par les autorités et leurs concerts sont généralement clandestins. Souvent minés par la drogue et l'alcoolisme, criblés de violence et de pauvreté, les morceaux qu'ils écrivent ne sont pas populaires et ne génèrent que très peu d'argent. Néanmoins, la scène rap de Kinshasa gagne en notoriété, et sa variante Kuluna a été remplacée par une musique promouvant l'éducation, la paix et l'égalité des sexes, entre autres initiatives sociales.

Membres présumés d'un des nombreux gangs de Kinshasa. © Véronique Moufflet





PARTENARIATS CRIMINELS

En raison de la violence dont ils font preuve, les Kuluna sont amenés à interagir avec les partis politiques et les forces de l'ordre, notamment la police congolaise. Ces relations symbiotiques, motivées par des intérêts mutuels, peuvent être décrites comme des partenariats criminels.

Des mercenaires politiques

Aux yeux des partis politiques, les Kuluna représentent une main-d'œuvre qu'il est possible d'engager pour commettre des actes répréhensibles dans le milieu. Réputés pour leur propension à la violence, on leur demande d'intimider leurs opposants, de perturber les rassemblements publics mais aussi d'assurer la protection de figures politiques, par exemple. Les Kuluna sont rémunérés à la journée et gagnent habituellement entre 1 000 et 3 000 francs congolais chacun (entre 0,50 et 1,50 USD).

Leurs services sont notamment très demandés en période d'élections. En RDC, la violence électorale est systématique depuis les élections de 2006.¹⁷ Les campagnes se déroulent principalement dans la rue, les partis rivaux faisant étalage de leur puissance dans l'espace public par le biais de manifestations et de rassemblements. Les hommes politiques recrutent des Kuluna pour saboter les manifestations d'autres partis et assister à des rassemblements, meetings ou événements sportifs importants afin de détrousser les gens, le tout généralement dans un climat de violence.

Lors des élections de 2006, quand les forces soutenant Joseph Kabila et Jean-Pierre Bemba, adversaires politiques, se sont affrontées, les factions Bemba avaient engagé des Kuluna comme combattants, leur donnant accès à des armes à feu. Après la défaite de Bemba, la Police d'intervention rapide, formée peu de temps auparavant, a mené une répression violente, ciblant les membres armés des Kuluna.

Des partis politiques engagent des Kuluna en période électorale pour assurer leur protection et intimider les autres candidats. Ci-dessus, le président Félix Tshisekedi pendant un meeting de campagne à Kinshasa en 2018.

© Luis Tato/AFP via Getty Images



L'ancien président Joseph Kabila lors des élections de 2011. Le service de sécurité de son parti était dirigé par un membre éminent d'un des gangs Kuluna.

© Sunday Times via Getty Images

Pendant les élections de 2011, les Kuluna ont été recrutés par le parti politique du président sortant, Joseph Kabila, pour semer la terreur parmi les Kinois et attaquer les rassemblements politiques de l'opposition. Les journalistes et les militants de la société civile qui ont rendu cette affaire publique ont été arrêtés et se sont vus intimidés par les services de sécurité.¹⁸ De même, entre 2016 et 2018, à l'occasion d'une campagne politique de l'opposition visant à forcer le président Kabila à organiser des élections, les gangs ont été mobilisés par le parti au pouvoir et par la police anti-émeute, qui les ont utilisés comme auxiliaires.

Les partis politiques les plus riches ont leur propre service de sécurité, généralement assuré par le mouvement des jeunes du camp correspondant. Il arrive, cependant, qu'ils réquisitionnent des hommes de main parmi les Kuluna. Mushi Ndibu, membre de gang, était à la tête du service de sécurité du parti de Joseph Kabila, le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie. Champion de judo, il avait pour mission de recruter de jeunes hommes, notamment des Kuluna, pour garantir que les événements se dérouleraient sans heurts.¹⁹

Le parti de Félix Tshisekedi, l'Union pour la démocratie et le progrès social, dispose lui aussi de son propre service de sécurité, principalement composé de wewa – jeunes conducteurs de taxis-motos qui ont migré vers la capitale, engagés selon des critères ethniques.²⁰ Le recours aux Kuluna, et donc à une violence qui s'achète, permet aux partis politiques de nier toute implication directe dans les actes commis et de rejeter la faute sur les organisations criminelles. La plupart du temps, toutefois, Kuluna et politiciens n'hésitent pas à afficher la relation professionnelle qu'ils entretiennent²¹ : lorsque des membres de gangs sont arrêtés, il n'est pas rare que des hommes politiques contactent discrètement la police et les représentants de la justice pour organiser leur libération.

Les Kuluna ne prêtent allégeance à aucun parti. En effet, comme beaucoup de Congolais, les gangs se montrent très critiques envers la classe politique. Ils jouent pourtant un rôle stratégique dans les campagnes électorales en RDC, auxquelles ils participent en tant que « mercenaires » politiques. S'il peut être tentant d'interpréter cette collaboration comme une politisation des jeunes, il n'en est rien : elle s'appuie uniquement sur les avantages qu'y trouvent les différentes parties. La politique et les politiciens n'ont pas bonne presse auprès des Kuluna, et vice versa.

Complices

Le rapport entre les Kuluna et les autorités de police, judiciaires et militaires est ambigu. Sur le plan légal, la police est tenue de lutter contre les groupes de jeunes criminels mais en réalité, elle est probablement la principale complice de leurs activités délictueuses. En RDC, l'État de droit se négocie et les forces de sécurité se livrent elles-mêmes à un certain nombre de pratiques illégales – des intérêts criminels communs à l'échelle locale viennent dès lors brouiller la distinction entre police et gangs, entre ordre juridique et monde criminel.

Les services de police ne sont pas les seuls à assurer la sécurité en ville. L'armée est active dans les grandes villes, et souvent impliquée dans des incidents de répression politique : garder le contrôle de Kinshasa présente en effet avéré une grande importance stratégique, comme en témoigne l'histoire du Congo. Connues pour leur recours excessif à la violence, les forces militaires et policières le sont également pour leur tendance à la corruption et les moyens illégaux qu'elles déploient afin de générer des revenus.²² Les Kuluna prennent part à certaines de ces activités, plus particulièrement avec la police. De notoriété publique, cette connivence donne même lieu à un surnom, dans le langage des rues congolais, les éléments criminels au sein de la police étant appelés « Kuluna en uniforme ».

Les policiers et les militaires sont payés pour fermer les yeux sur certaines choses, et sous-traitent une partie de leurs activités criminelles (les vols et les cambriolages, principalement) à des bandes de jeunes délinquants. Cette pratique de coopération entre forces de l'ordre et malfaiteurs est monnaie courante dans le pays. Soudoyées par les gangs pour ne pas se mêler de leurs affaires, elles participent parfois à leurs opérations en leur fournissant des armes et des informations, en les protégeant ou en revendant des biens volés.

À Bunia, capitale de la province de l'Ituri, le colonel Bonane Habarugira, commandant par intérim des forces armées congolaises, aurait collaboré avec des gangs urbains au vu et au su de tous. Entre 2011 et 2013, la ville a vu son taux de criminalité augmenter, l'officier apportant son soutien à des réseaux criminels urbains (fourniture d'armes, etc.).²³

De nombreux rapports font état du clientélisme établi entre les forces de sécurité et les gangs de jeunes dans plusieurs villes du Congo.²⁴ Du fait de leur coopération avec les Kuluna, les policiers aident certains gangs à combattre leurs rivaux et font jouer leur influence en cas d'arrestation – les Kuluna sont souvent libérés sans avoir été condamnés, ce qui provoque l'indignation de la population. Si un complice, ami ou parent policier ne parvient pas à les faire relâcher, leur libération peut être négociée par un homme politique, un dirigeant local ou des membres de leur famille, qui corrompent les autorités de police et judiciaires.²⁵ Cette collaboration repose fréquemment sur des partenariats de quartier, entre un gang des rues et le personnel du poste de police supervisant le secteur.



RÉPONSES POLITIQUES

Les réponses du gouvernement aux activités des gangs en RDC ont jusqu'à présent consisté en de nombreuses arrestations et violentes opérations de police.

© Per-Anders Pettersson via Getty Images

Il a fallu au départ un certain temps au gouvernement de Joseph Kabila pour prendre en considération le problème de sécurité que posaient les Kuluna. Sa première tentative de contrôle juridique de ces gangs, en 2007, s'étant soldée par un échec, il en est venu à pratiquer une répression brutale et illégale à leur rencontre en 2013. Malgré l'échec de cette politique répressive et le mécontentement croissant de la population, le gouvernement de son successeur, Félix Tshisekedi, n'a pas encore été en mesure de formuler une autre approche, plus efficace.

Une détention en masse

La lutte contre les Kuluna est devenue une priorité politique après les élections de 2006. En 2007, Luzolo Bambi, alors ministre de la Justice, a lancé une vague de répression contre les gangs dans la capitale, et les membres arrêtés ont rapidement fait l'objet d'une condamnation. Les autorités les ont envoyés dans des prisons éloignées, avec pour objectif de les « rééduquer » – une peine sévère quand on sait l'importance du soutien familial pour survivre dans une prison congolaise.

Malgré ces sanctions, les gangs Kuluna ont continué de proliférer à Kinshasa et ses habitants vivent dans la peur, tenant les autorités pour responsables de la crise des gangs.²⁶ La question des gangs a été débattue à maintes reprises dans les sphères du gouvernement au fil des ans et le problème a pris de l'ampleur, attisant la colère grandissante de la population. Dans le même temps, les organisations de défense des droits de l'homme ont tiré la sonnette d'alarme : selon elles, les Kuluna constituent un véritable danger, à traiter de toute urgence.²⁷

Opération Iron Fist

En réponse au mécontentement croissant de la population, le gouvernement a décidé d'intensifier la lutte contre les Kuluna, créant une unité de police dédiée et lançant la célèbre opération Likofi (« main de fer » en lingala) en 2013. Au cours de l'opération Likofi I, qui s'est déroulée entre novembre 2013 et février 2014, la police congolaise a exécuté sommairement au moins 51 jeunes hommes et garçons et en a fait « disparaître » 31 autres. Cette politique a eu deux conséquences majeures.

Tout d'abord, elle a généré des tensions entre la RDC et la République du Congo voisine. De nombreux Kuluna ont fui Kinshasa pour Brazzaville, de l'autre côté du fleuve Congo, y provoquant une flambée inhabituelle de la criminalité début 2014. Face à ce chaos, la police de Brazzaville a lancé une opération visant initialement les bandes de jeunes de Kinshasa, qui s'est rapidement transformée en une action anti-immigration abusive.²⁹ En à peine quelques mois, environ 60 000 personnes ont été expulsées du pays avec l'aide de l'armée,

ce qui a provoqué un conflit diplomatique entre les deux gouvernements en raison de la violence du rapatriement, à la fois massif et inattendu. Avec cette opération, la République du Congo a clairement fait savoir qu'elle n'avait aucune intention d'accueillir les gangs venus de RDC, et que les citoyens du Congo-Kinshasa vivant à Brazzaville en paieraient le prix. La situation a par ailleurs mis en évidence l'absence de coordination entre les deux pays en matière de sécurité à l'époque.

Des Congolais de RDC sont expulsés de la République du Congo voisine dans le cadre d'une opération anti-immigration provoquée par l'activité des Kuluna à Brazzaville, avril 2014.

© Junior D. Kannah/AFP via Getty Images



Certains [...] ont affirmé que le but de Likofi IV était de faire régner la terreur à Kinshasa pour faire passer un message aux Kuluna : « travaillez pour le parti au pouvoir ou mourez ».

Ensuite, la stratégie meurtrière mise en place dans le cadre de l'opération Likofi n'est pas passée inaperçue, suscitant des tensions entre le gouvernement congolais et certaines organisations internationales. Le Bureau Conjoint des Nations Unies à Kinshasa et Human Rights Watch ont rendu publiques et documenté ces exécutions extrajudiciaires dans deux rapports distincts en 2014.²⁹ Le gouvernement congolais a alors expulsé le directeur du Bureau, nié tout agissement illégal puis lancé une enquête interne qui s'est soldée en 2016 par la condamnation de quelques policiers peu gradés.

Globalement pointée du doigt suite au rapport des Nations unies, la RDC a dû faire face à la suspension des programmes de réforme de la police à Kinshasa par le Royaume-Uni et les États-Unis. En juin 2016, ces derniers ont imposé des sanctions à l'encontre du général Célestin Kanyama, alors chef de la police à Kinshasa, suivies par celles de l'UE en décembre 2016. Avant cela, en mai 2016, le gouvernement congolais a publié son rapport d'évaluation de l'opération Likofi I dans lequel il fait état de plusieurs dysfonctionnements liés notamment à un manque d'instructions et à une mauvaise transmission des ordres à tous les niveaux. 14 officiers de police au moins ont ensuite été arrêtés et reconnus coupables sans possibilité de faire appel, tandis que trois autres ont été condamnés *par contumace*. Toutefois, aucun de leurs supérieurs n'a fait l'objet d'une enquête ou été traduit en justice dans le cadre de cette opération.³⁰

Entre 2013 et 2018, quatre opérations Likofi ont été menées au total, chacune d'entre elles accompagnée d'assassinats ciblés de membres de gangs. À ce jour et depuis 2013, cette politique a été la seule réponse des différents gouvernements au problème des Kuluna, qu'elle n'a pas réussi à résoudre.

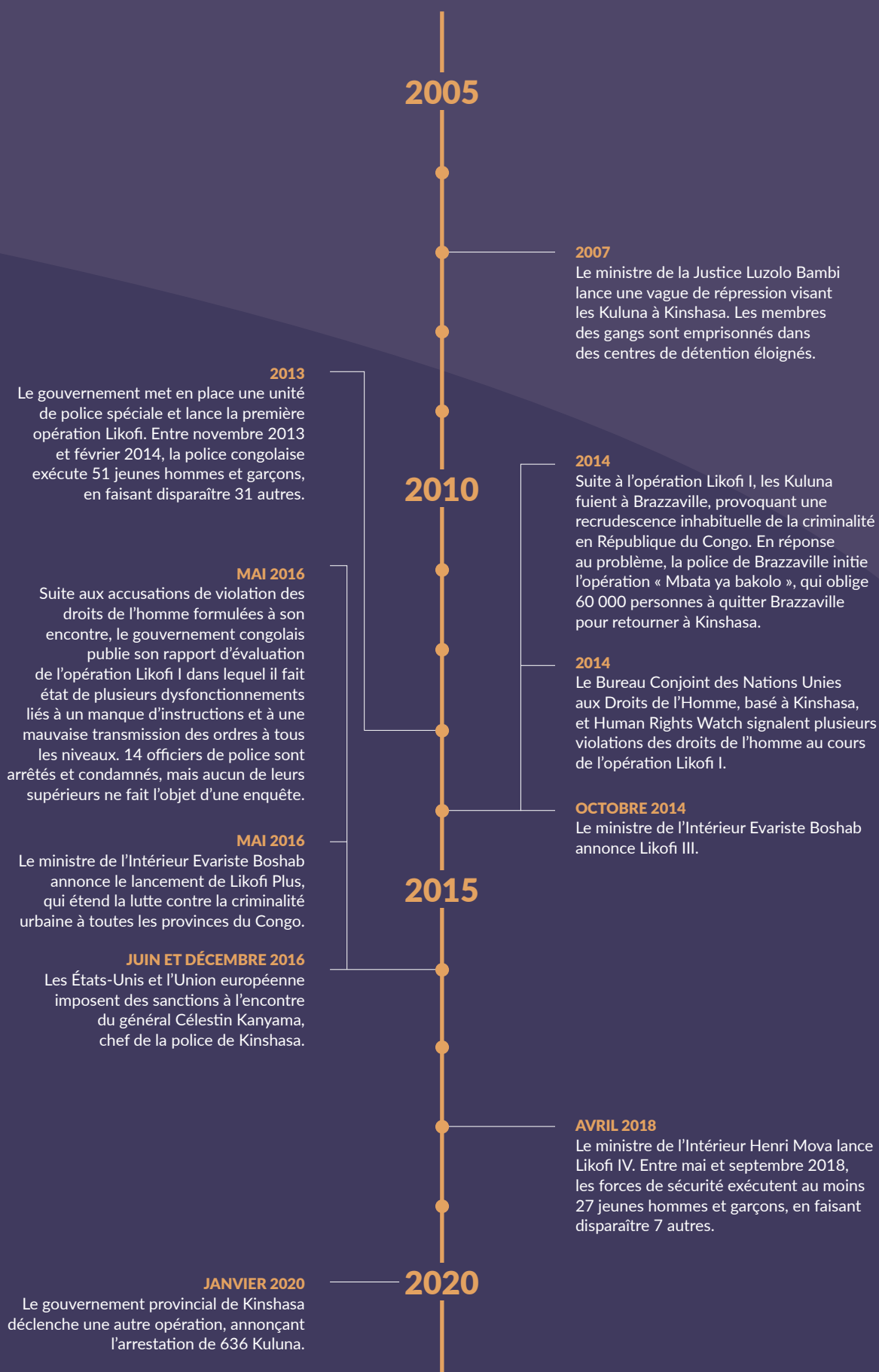
Lors de la quatrième opération Likofi, entre mai et septembre 2018, les forces de sécurité ont exécuté sommairement au moins 27 jeunes hommes et garçons, en faisant disparaître sept autres. Les policiers, souvent déguisés en civils, procédaient à des arrestations sans mandat des membres présumés de gangs, qu'ils emmenaient dans des lieux non identifiés afin de les éliminer.³¹

Le déploiement de l'opération Likofi IV, lancé pendant une année électorale très tendue, a été remis en question : en 2018, Joseph Kabila tentait de reporter l'élection par tous les moyens, l'opposition organisant de son côté des manifestations dans la rue. Certains répondants ont affirmé que le but de Likofi IV était de faire régner la terreur à Kinshasa pour faire passer un message aux Kuluna : « travaillez pour le parti au pouvoir ou mourez ».³²

En 2020, le gouvernement provincial de Kinshasa a initié une autre opération. Le 1^{er} janvier 2020, le gouverneur a annoncé l'arrestation de 636 membres de gangs.³³ Aujourd'hui, les chaînes de télévision et les stations de radio locales parlent régulièrement d'arrestations chez les Kuluna à travers la capitale. Dirigée par le gouverneur de Kinshasa, membre du parti de Joseph Kabila, l'opération était l'occasion pour les partisans de l'ancien président de reprocher à Félix Tshisekedi l'insécurité urbaine due aux gangs.³⁴

Cependant, le manque de coordination entre la police et la justice a conduit à l'échec de celle-ci. Après que le gouverneur de Kinshasa a annoncé le retour de la politique d'expulsion, les autorités judiciaires ont libéré plus de 700 Kuluna du fait de la surpopulation carcérale.³⁵

RÉPONSES POLITIQUES





CONCLUSION

La pandémie de COVID-19 a eu pour effet d'accroître des taux de pauvreté déjà élevés en RDC, entraînant une hausse du nombre d'activités criminelles perpétrées par les Kuluna.

© Arsène Mpiana/AFP via Getty Images

La répression brutale des gangs de jeunes par les forces de police n'a ni résolu ni endigué le problème des Kuluna, toujours à l'origine de crimes graves à Kinshasa (vols à main armée, agressions violentes...).³⁶ Depuis début 2020, on observe par ailleurs une recrudescence de leurs activités dans la capitale et d'autres villes, telles que Matadi, Lubumbashi,³⁷ Mbandaka et Kikwit.³⁸

Le personnel de la police et les magistrats reconnaissent l'échec des réponses musclées aux actions des gangs, et la population les estime responsables de la situation. Accusées d'impuissance et de complicité avec les Kuluna, les autorités de police et judiciaires sont considérées comme faisant partie du problème plutôt que de la solution. La frustration des habitants conduit parfois à des actes de justice populaire, des membres de gangs étant lynchés en public ou même abattus.

La colère gronde, mais le gouvernement n'a pas encore proposé de politique alternative. Les instances municipales font donc face à une difficulté qu'elles ne sont pas à même de résoudre. Par conséquent, un changement se fait ressentir au sein de l'opinion publique. Pleinement conscientes du fiasco engendré par la répression policière, des voix (politiciens, ONG locales, universitaires, etc.) se sont élevées pour promouvoir une approche sociale du problème.

Plusieurs débats radiophoniques montrent que l'idée fait son chemin ; des études universitaires sur les Kuluna mettent en lumière la nécessité d'une approche sociale,³⁹ certaines ONG congolaises explorant désormais cette option.⁴⁰ Reste à voir cependant si ce glissement de l'opinion publique se traduira par de nouvelles interventions politiques ou non.

Outre l'échec des initiatives politiques précédentes, la pandémie de coronavirus a provoqué une grave crise économique à l'impact dévastateur, tout particulièrement pour les habitants pauvres des villes. À ses débuts, le gouvernement a imposé un confinement qui a été rapidement levé car ses conséquences sociales étaient pires que la COVID-19 elle-même.

De fait, les gangs Kuluna sont plus actifs que jamais et le problème risque fort de s'aggraver. « Je ne sais pas ce qui se passe mais depuis la fin du confinement, c'est comme s'ils étaient tous fous. Même les anciens Kuluna qui s'étaient retirés sont de retour », a déclaré un ancien membre de gang.⁴¹

Recommandations

Impossible de résoudre le problème des gangs facilement, que ce soit au Congo-Kinshasa ou dans d'autres pays qui y sont confrontés. Une culture de répression et d'autoritarisme prévaut toujours parmi les élites dirigeantes congolaises, la situation économique désastreuse du pays limitant quant à elle sa capacité à développer une approche sécuritaire adaptée. Il existe toutefois plusieurs moyens d'accroître la sécurité urbaine en RDC. Quelques suggestions ci-dessous :

- Les autorités doivent immédiatement mettre fin à la politique meurtrière instaurée dans le cadre des opérations Likofi et renforcer la réponse de la justice pour remédier au problème des gangs.
- Il conviendrait de créer une force opérationnelle à Kinshasa, composée de policiers et de représentants de la justice. Elle aurait pour but de cibler les gangs posant le plus de difficultés, mais aussi d'augmenter la cadence des arrestations et des condamnations. Les Kuluna condamnés devraient systématiquement être transférés vers des prisons éloignées de la capitale. En réagissant avec rapidité, le gouvernement contribuera à améliorer temporairement la sécurité urbaine et à soulager la population de Kinshasa. Si cette force opérationnelle se révèle efficace, le concept pourrait être repris dans d'autres villes congolaises assaillies par les gangs.
- Les ONG congolaises et les autorités municipales de Kinshasa devraient travailler main dans la main pour développer une politique de création d'emplois préventive ciblant spécifiquement les jeunes au chômage des bidonvilles, vivier de recrutement des gangs. Certains débats publics récents ont laissé entendre qu'il serait possible de substituer le travail social à la répression, des ONG locales étant prêtes à intervenir. En outre, les instances municipales sont ouvertes aux nouvelles idées. En raison des difficultés budgétaires rencontrées par le gouvernement congolais, l'initiative évoquée ne pourrait se faire qu'avec le soutien financier de donateurs.
- Compte tenu du caractère persistant de la problématique des gangs et de la croissance rapide de la population à Kinshasa et dans d'autres villes congolaises, il faudrait que les autorités et des donateurs investissent dans des recherches concrètes sur la gouvernance sécuritaire des milieux urbains. Avec le nombre d'habitants qui continue de croître de manière anarchique dans les agglomérations, cette thématique constituera un enjeu majeur dans les années à venir.

NOTES

- 1 Le Potentiel, Le ministre de la Justice traque les criminels « à col blanc », 20 juin 2009.
- 2 Bahati Bahati Mujina, Le phénomène « Kuluna » ou la violence des jeunes : un défi pour la gouvernance sécuritaire de la ville de Kinshasa, Culture et religion en Afrique au seuil du XXI^e siècle, Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique, 2015.
- 3 Jean Pierre Mpiana Tshitenge Wa Masengu, Les va-et-vient des Kuluna entre les centres de détente et la cité de l'aune des opinions des habitants de la commune de Ngaba, Mouvements et enjeux sociaux, Numéro spécial, septembre 2015, 41-47.
- 4 Entretien avec un habitant de Lingwala, Kinshasa, septembre 2018.
- 5 Entretien téléphonique avec un membre du Bataillon Machette, Kinshasa, 13 août 2020.
- 6 Ibid.
- 7 Entretien téléphonique avec un membre du Bataillon Machette, Kinshasa, 13 août 2020.
- 8 Entretien téléphonique avec un membre du Câble Rouge, Kinshasa, 16 août 2020.
- 9 Ibid.
- 10 Pascal Kapagama et Rachel Waterhouse, *Portrait of Kinshasa: A city on (the) edge*, 2^e série de documents de travail du Crisis States Research Centre (53), Crisis States Research Centre, London School of Economics and Political Science, 2009.
- 11 Katrien Pype, *Fighting boys, strong men and gorillas: Notes on the imagination of masculinities in Kinshasa*, Afrique, 77, 2, 250-271.
- 12 Entretien téléphonique avec un ancien Kuluna, Kinshasa, 17 août 2020.
- 13 L'émergence de groupes de jeunes justiciers urbains est un phénomène récent en RDC. Suite à la montée de l'insécurité, ces groupes ont récemment fait leur apparition dans les villes de l'est du Congo (Goma et Bukavu, par exemple) et opèrent dans l'espace liminal entre gouvernance formelle et informelle ; voir Judith Verweijen et al., *Ambiguous order: Youth groups and urban policing in the eastern Congo*, Rift Valley Institute, juin 2019.
- 14 Ibid.
- 15 Pour en savoir plus sur le rap, moyen d'expression préféré des gangs, voir Forrest Stuart, *Ballad of the Bullet: Gangs, Drill Music, and the Power of Online Infamy*, Princeton University Press, 2020.
- 16 Entretien téléphonique avec un ancien Kuluna, Kinshasa, 17 août 2020.
- 17 Martha Bakwesegha-Osula et al., *Managing election-related violence: Elections in the Democratic Republic of Congo*, ACCORD, Policy & Practice Brief, novembre 2011.
- 18 Réseau National des ONG des Droits de l'Homme de la République Démocratique du Congo, Problématique des droits de l'homme et des élections présidentielles et législatives en R. D. Congo : duel entre alternance et le statu quo, mars 2012.
- 19 RFI, Des groupes de sportifs et des membres de gangs pour sécuriser les élections au Congo, 25 novembre 2011, <https://www.rfi.fr/fr/europe/20111125-groupes-sportifs-securer-elections-congo-RDC>.
- 20 Entretien téléphonique avec un politique, Kinshasa, 16 septembre 2020 ; Politico, Les « Wewa », une milice insoupçonnée au cœur de Kinshasa, 18 février 2020, <https://www.politico.cd/grand-angle/2020/02/18/les-wewa-une-milice-insoupconnee-au-coeur-de-kinshasa.html/54388/>.
- 21 Sara Liwerant et Raoul Kienge-Kienge Intudi, *Puzzle de Sorties de Violence Urbaine à Kinshasa*, L'Harmattan, 2019.
- 22 Judith Verweijen, *Military business and the business of the military in the Kivus*, Review of African Political Economy, 40, 135, 67-82. Pour plus d'informations sur les activités illégales de la police, voir : Michel Thill, *A system of insecurity: Understanding crime and violence in Bukavu*, Rift Valley Institute, 2019.
- 23 Karen Büscher et al., *Multi-layered security governance as a quick fix? The challenges of donor-supported bottom-up security provision in Ituri (DR Congo)*, Justice and Security Research Programme, Paper 33, juillet 2016.
- 24 Pour en savoir plus sur le rôle des forces de sécurité dans la criminalité à Bukavu, voir Michel Thill, *A system of insecurity: Understanding crime and violence in Bukavu*, Rift Valley Institute, 2019. Pour plus d'informations sur le rôle des forces de sécurité dans la criminalité à Goma, voir Maarten Hendriks et Karen Büscher, *Insecurity in Goma: Experiences, actors, responses*, Rift Valley Institute, 2019.
- 25 Témoignage de Robert Ilunga, dirigeant d'une ONG, lors d'une émission de radio locale. Radio Okapi, RDC : la répression du phénomène « Kuluna » ou criminalité urbaine en droit congolais, 17 octobre 2017, <https://www.radiookapi.net/2017/10/17/emissions/droits-et-devoirs/rdc-la-repression-du-phenomene-Kuluna-ou-criminalite-urbaine>.
- 26 Trésor Kibangula, RDC : gangs of Kinshasa, la loi des Kuluna, Jeune Afrique, 20 février 2013, <https://www.jeuneafrique.com/138310/societe/rdc-gangs-of-kinshasa/>.

- 27 RENADHOC, Rapport annuel 2011 sur la situation globale des droits de l'homme en R.D. Congo, mars 2012.
- 28 Trésor Kibangula, Congo – RDC : comprendre l'opération « Mbata ya bakolo » à Brazzaville en 10 questions, Jeune Afrique, 5 mai 2014, <https://www.jeuneafrique.com/163994/politique/congo-rdc-comprendre-l-operation-mbata-ya-bakolo-brazzaville-en-10-questions/>.
- 29 HCDH, Rapport du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme sur les violations des droits de l'homme commises par des agents de la Police nationale congolaise dans le cadre de l'opération Likofi à Kinshasa entre le 15 novembre 2013 et le 15 février 2014, octobre 2014, https://www.ohchr.org/Documents/Countries/CD/LikofiReportOctober2014_fr.pdf ; Human Rights Watch, *Operation Likofi: Police Killings and Enforced Disappearances in Kinshasa*, 2014, https://www.hrw.org/reports/drc1114_forUpload_0.pdf.
- 30 Jeune Afrique, RD Congo : Kinshasa présente un bilan officiel de l'opération Likofi contre les Kuluna, 8 juin 2016, <https://www.jeuneafrique.com/331869/politique/rdc-kinshasa-presente-bilan-officiel-de-loperation-likofi-contre-Kuluna/>.
- 31 Human Rights Watch : *DR Congo: Police killed, 'disappeared' 34 youth*, 21 février 2019, <https://www.hrw.org/news/2019/02/21/dr-congo-police-killed-disappeared-34-youth>.
- 32 Entretien téléphonique avec un prêtre, Kinshasa, 18 août 2020.
- 33 Jephthé Kitsita, Kinshasa : G. Ngobila félicite la police pour l'arrestation de 636 Kulunas et l'invite à poursuivre la traque, 7sur7.cd, 1er janvier 2020, <https://www.7sur7.cd/2020/01/01/kinshasa-g-ngobila-felicite-la-police-pour-larrestation-de-636-Kulunas-et-linvite>.
- 34 Phénomène Kuluna : au regard de l'accroissement de l'insécurité, Thambwe Mwamba se demande si à Kinshasa l'État se limite à Gombe, Actualité.cd, 17 mars 2020, <https://actualite.cd/2020/03/17/phenomene-Kuluna-au-regard-de-laccroissement-de-linsecurite-thambwe-mwamba-se-demande-si>.
- 35 Merveilles Kiro, Général Sylvano Kasongo : « Arrêtés par la police, les Kuluna sont libérés par le Parquet pour saturation des prisons », Congo News, 30 mai 2020, <https://congonews.fr/general-sylvano-kasongo-arretes-par-la-police-les-Kuluna-sont-liberes-par-le-parquet-pour-saturation-des-prisons/>.
- 36 Radio Okapi, Kinshasa : les « Kuluna » sèment la terreur sur Poids Lourds, 23 janvier 2020, <https://www.radiookapi.net/2020/01/23/actualite/societe/kinshasa-les-Kuluna-sement-la-terreur-sur-poids-lourds>.
- 37 Le grand Congo, RDC : Insécurité et montée vertigineuse du banditisme à Kinshasa et Lubumbashi, Gilbert Kankonde calme les esprits des sénateurs, 12 juin 2020, <https://legrandcongo.com/rdc-insecurite-et-montee-vertigineuse-du-banditisme-a-kinshasa-et-lubumbashi-gilbert-kankonde-calme-les-esprits-des-senateurs/>.
- 38 Radio Okapi, Kwilu : la société civile s'inquiète de la recrudescence de l'insécurité, 17 août 2020, <https://www.radiookapi.net/2020/08/17/actualite/societe/kwilu-la-societe-civile-sinquiete-de-la-recrudescence-de-linsecurite> ; Radio Okapi, Mbandaka : le conseil de sécurité de la ville arrête des mesures pour mettre fin au banditisme urbain, 28 septembre 2018, <https://www.radiookapi.net/2018/09/28/actualite/securite/mbandaka-le-conseil-de-securite-de-la-ville-arrete-des-mesures-pour>.
- 39 Entretien téléphonique avec un universitaire, Kinshasa, 19 août 2020 ; Sylvain Shomba Kinyamba, Gangstérisme juvénile à Kinshasa : Soubassement et illusions-désillusions liées aux stratégies de lutte, Mouvements et enjeux sociaux, Numéro spécial, septembre 2015 ; Bahati Bahati Mujina, Le phénomène « Kuluna » ou la violence des jeunes : un défi pour la gouvernance sécuritaire de la ville de Kinshasa, Culture et religion en Afrique au seuil du XXI^e siècle, Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique, 2015.
- 40 Pour un exemple du débat public autour de l'intervention sociale, voir : Radio Okapi, Recrudescence du banditisme urbain en RDC, 5 mars 2020, <https://www.radiookapi.net/2020/03/05/emissions/dialogue-entre-congolais/recrudescence-du-banditisme-urbain-en-rdc-1> ; une ONG congolaise (Association des Mamans pour le Progrès et le Développement du Congo) mise sur le travail social pour aider les Kuluna. Voir : Radio Okapi, Comment assurer la réinsertion sociale des jeunes appelés « Kuluna », 15 juin 2018, <https://www.radiookapi.net/2018/06/15/emissions/okapi-service/comment-assurer-la-reinsertion-sociale-des-jeunes-appelles-Kuluna>.
- 41 Entretien téléphonique avec un ancien Kuluna, Kinshasa, 30 août 2020.



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME

À PROPOS DE GLOBAL INITIATIVE

La Global Initiative Against Transnational Organized Crime est un réseau international de 500 experts répartis aux quatre coins de la planète permettant de promouvoir un débat plus large et des approches innovantes comme fondements d'une stratégie mondiale inclusive contre le crime organisé.

www.globalinitiative.net